

LES DÉPENSES D'ÉNERGIE DES MÉNAGES PROGRESSENT DE 5,4 % EN 2000, SOUS L'EFFET DE LA FLAMBÉE DES PRIX

Pascale RICAU

En 2000, les ménages ont consacré 36,9 milliards d'euros aux dépenses d'énergie dans le logement qu'ils occupent. C'est 5,4 % de plus qu'en 1999. Cette augmentation provient des fortes hausses de prix. Elle est cependant atténuée par la faiblesse des consommations, expliquée pour partie par la clémence des températures hivernales.

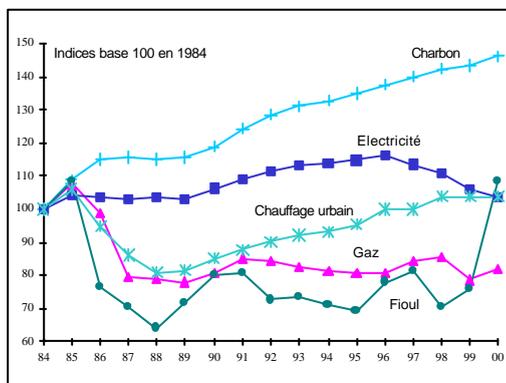
Le budget consacré à l'énergie dépend beaucoup des sources d'énergie utilisées, en particulier pour le chauffage, du type d'habitat (maison ou appartement) et de l'ancienneté de celui-ci. Comme les propriétaires sont majoritairement logés en maisons individuelles et les locataires occupent, pour moitié, des appartements anciens, les dépenses unitaires d'énergie varient avec le statut d'occupation. La dépense moyenne des propriétaires occupants (1 740 euros en 2000) est de 60 % supérieure à celle des locataires (1 080 euros).

La hausse du prix du fioul accroît les dépenses d'énergie en 2000

En 2000, le prix de l'énergie progresse de 5,6 %, sous l'effet de la hausse brutale du prix du fioul. Toutes les sources d'énergie sont touchées, à l'exception de l'électricité (- 2,1 %). L'augmentation est particulièrement marquée pour le fioul domestique (+ 43 %). La hausse du prix du pétrole brut s'est également répercutée sur les tarifs domestiques du gaz (+ 4,2 %) et du GPL (+ 17,5 %). Cette augmentation de prix a alourdi la facture énergétique des ménages, qui ont consacré 36,9 milliards d'euros aux dépenses d'énergie dans le logement qu'ils occupent. Cette dépense progresse de 5,4 % par rapport à 1999.

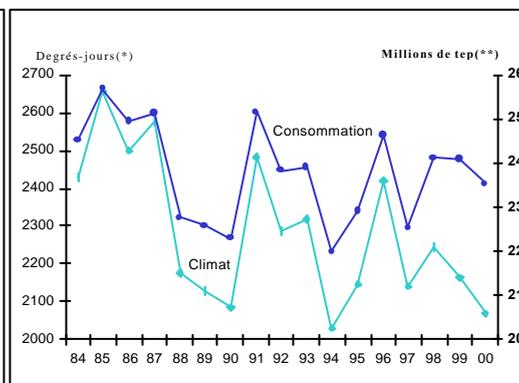
Les prix des diverses énergies ont évolué différemment au cours des quinze dernières années. Celui de l'électricité s'est continûment accru jusqu'en 1996 (en monnaie courante), avant de diminuer sensiblement sur quatre années consécutives. Les prix du gaz et du fioul qui avaient atteint, au milieu des années quatre-vingt, leur niveau le plus élevé depuis vingt ans, ont ensuite diminué, régulièrement pour le gaz et de façon plus heurtée pour le fioul jusqu'en 1999. Le prix du fioul retrouve en 2000 son niveau élevé du milieu des années quatre-vingt.

Graphique 1 : Hausse brutale du prix du fioul en 2000



Source : INSEE.

Graphique 2 : Une consommation d'énergie (hors bois, électricité) en phase avec le climat



Source : CEREN.

(*) Les degrés-jours sont une mesure de la rigueur des températures au cours d'une année. Ils sont calculés en faisant la somme, pour tous les jours de l'année, de la moyenne des écarts positifs entre une température de référence (18° C) et des températures minimales relevées entre 0 heure et 24 heures, en une soixantaine de points de mesure répartis sur l'ensemble de la France. Le nombre de degrés-jours est donc plus élevé lorsque les températures hivernales sont basses et quand la période de froid se prolonge, ce qui explique sa corrélation avec les consommations d'énergie.

(**) Tonne Équivalent Pétrole : 1 TEP = 11 600 KWH.



LOGEMENT

La hausse du prix du fioul

L'économie française a connu, au cours de l'année 2000, un épisode énergétique comparable à celui du milieu des années quatre-vingt, plus limité dans son ampleur et dans ses conséquences que les chocs pétroliers de 1973 et 1979. En 2000, le prix du pétrole a augmenté brutalement, les pays de l'OPEP ayant réduit volontairement leur offre. La hausse du prix du brut s'est également répercutée sur le prix des importations d'autres produits énergétiques (en particulier celui du gaz naturel). Toutefois, la hausse des prix de l'ensemble de la branche « Energie » a été freinée par la baisse du prix de l'électricité.

La clémence des températures réduit les consommations

La relative clémence des températures en 2000, comme en 1999, tend à réduire les consommations d'énergie. Leur évolution est, en effet, largement déterminée par la rigueur des températures hivernales, qui conditionne la plus ou moins grande utilisation du chauffage (cf. graphique 2).

Sur longue période, l'augmentation du nombre de logements et celle de leur surface moyenne tendent à faire croître les consommations d'énergie en volume. Toutefois, dans le même temps, les travaux d'isolation - encouragés dans l'ancien depuis le premier choc pétrolier - et les normes d'isolation minimale fixées dans le neuf contribuent à limiter les consommations d'énergie de chauffage.

Au total, les dépenses d'énergie des ménages ont diminué en volume de 0,2 %, en 2000.

Tableau 1 : Évolution annuelle des dépenses d'énergie en volume et en prix

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
En volume	8,7	-2,6	6,4	-1,7	0,0	-0,2	10,5	-2,0	2,0	-2,8	4,8	7,1	-4,8	4,7	0,6	-0,2
En prix	6,2	-9,4	-5,2	-1,0	2,0	4,9	3,9	0,7	1,3	0,9	1,0	3,3	0,9	-1,9	-2,3	5,6
En valeur	15,4	11,7	0,8	-2,7	2,0	4,7	14,8	-1,3	3,3	-1,9	5,8	10,6	-4,0	2,7	-1,8	5,4
Dépenses d'énergie des ménages (En milliards d'euros)	29,1	25,7	25,9	25,2	25,7	26,9	30,8	30,5	31,5	30,9	32,6	36,1	34,7	35,6	35,0	36,9

Source : *Compte du Logement*.

La structure du parc détermine en partie les dépenses d'énergie de chauffage

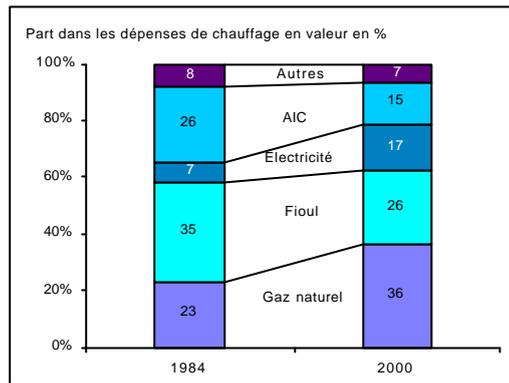
Les différents types d'habitat (maison ou appartement) et l'ancienneté de celui-ci (les statistiques distinguent les constructions d'avant ou d'après 1975) expliquent les différences de consommation d'énergie de chauffage.

En 2000, dans les maisons individuelles, la consommation de fioul domine (29 %), suivie de près par celle du gaz naturel (26 %), puis de l'électricité (18 %). L'implantation du chauffage central a bénéficié, à parts à peu près égales, au gaz et à l'électricité. En appartement, le recours au gaz naturel est prépondérant (63 %), la part consacrée au fioul avoisinant celle de l'électricité (respectivement 17 % et 15 %). Toutefois, en immeuble collectif, la source d'énergie la plus utilisée dans les nouvelles installations de chauffage est l'électricité, suivie de très loin par le gaz de réseau. C'est en appartement que la consommation de fioul a le plus diminué par rapport à 1984. Elle venait alors en tête (39 %) devant le gaz (37 %).

Dans les logements récents, construits après 1975, le recours à l'électricité pour le chauffage était déjà important en 1984. Les parts d'utilisation du gaz, du fioul et de l'électricité étaient alors identiques, de l'ordre de 25 % chacune. En 2000, les logements récents consomment davantage d'électricité (33 % des consommations) et de gaz (31 %) au détriment du fioul (17 %). Dans l'ancien (construction datant d'avant 1975), le recours au fioul reste important (29 % des consommations contre 37 % en 1984), mais moins que le gaz (39 %).

LOGEMENT

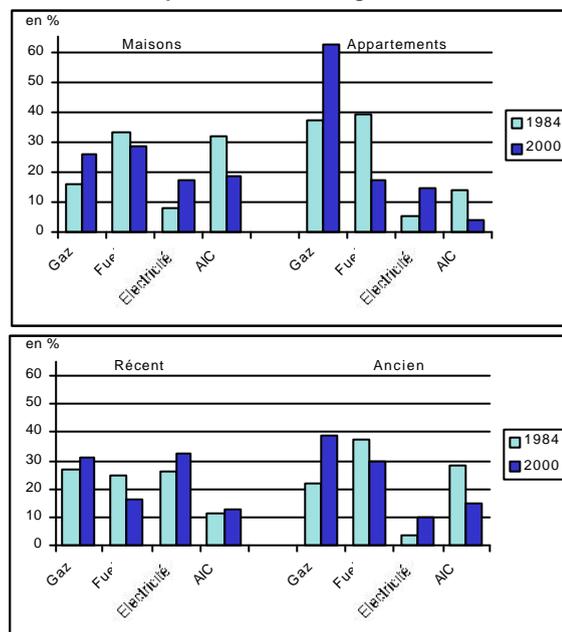
Graphique 3 : Pour le chauffage des logements, le gaz et l'électricité progressent, au détriment du fioul et des appareils indépendants



Source : CEREN.

AIC : Appareils indépendants de chauffage.

Graphique 4 : Types d'énergie de chauffage les plus utilisés en 1984 et en 2000
Part dans les dépenses de chauffage en valeur

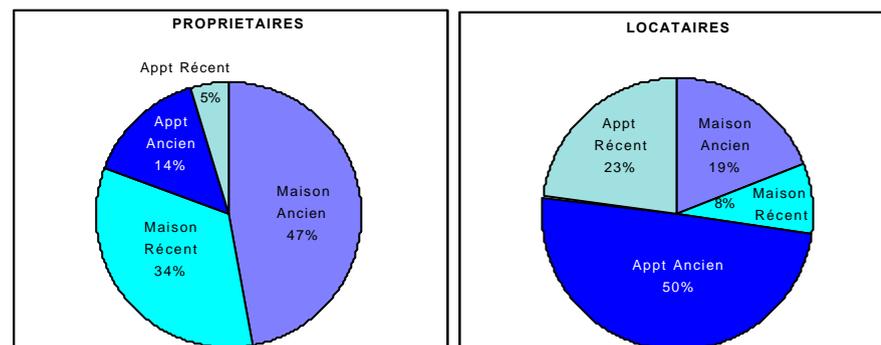


Source : CEREN.

Propriétaires, locataires : un budget énergétique différent

En 2000, plus de 80 % des propriétaires habitent en maisons individuelles et la moitié des locataires occupent des appartements anciens. Cette différence de cadre de vie a un impact sur le budget consacré à l'énergie, plus particulièrement sur les dépenses de chauffage.

Graphique 5 : Un locataire sur deux habite un appartement ancien, 81 % des propriétaires occupent des maisons



Source : CEREN.

Définition : logement ancien : construit avant 1975 ; logement récent : construit après 1975.



LOGEMENT

La consommation d'énergie par logement est plus élevée chez les propriétaires accédants, mais ce sont les non-accédants qui ont vu leur consommation moyenne augmenter le plus depuis 1984. Les locataires du secteur privé dépensent moins d'énergie, en moyenne, que les autres ménages et enregistrent la hausse la plus faible depuis 1984.

La hausse du prix de l'énergie accélère la dépense des propriétaires non accédants

Les propriétaires occupants qui n'ont pas de charge de remboursement (propriétaires accédants) ont dépensé en moyenne 1 630 euros par logement en 2000. Dans cette filière, les dépenses d'énergie sont en hausse de 5,7 %. Pour les propriétaires accédants, la progression est plus faible (+ 3,1 %). Cette différence s'explique par le mode de chauffage privilégié dans chaque filière. Les ménages accédants habitent en majorité en maison individuelle, occupent des logements plus grands et plus récents et optent souvent, surtout dans le neuf, pour du chauffage électrique. Les propriétaires qui n'ont pas de charge de remboursement (non accédants) utilisent plus fréquemment un chauffage au fioul. La hausse brutale du prix du pétrole a grevé leurs dépenses d'énergie, malgré la clémence des températures.

Au total, les propriétaires occupants, principalement logés en maison individuelle, voient leurs dépenses d'énergie par logement croître de 4,5 %. Ils utilisent, pour chauffer leur logement, autant de gaz que de fioul (60 % en tout). Depuis 1984, ils ont accru leur consommation de gaz naturel au détriment du fioul. La part consacrée à l'électricité est passée de 8 % à 18 % sur la période.

Une évolution plus modérée des dépenses des locataires

Les dépenses d'énergie ont augmenté pour les locataires, comme pour les propriétaires, sous l'effet de la hausse des prix. Les locataires habitent plus souvent en immeuble collectif, dans des logements en moyenne plus petits. La consommation d'énergie par logement des locataires progresse moins vite (+ 3,3 %) que celle des propriétaires (+ 4,5 %). C'est dans le secteur HLM que la hausse est la plus importante (+ 4 %). Dans ce secteur, les locataires consacrent en moyenne 1 240 euros par logement à leurs dépenses d'énergie. Les locataires du secteur privé dépensent en moyenne 990 euros en 2000 (+ 3,2 %).

Tableaux 2 et 3 : L'évolution de la consommation d'énergie par logement

des locataires

	En %	
	1999/1998	2000/1999
Bailleurs personnes physiques	-3,0	3,2
Bailleurs d'HLM	-2,7	4,0
Ensemble des locataires	-3,1	3,3

des propriétaires occupants

	En %	
	1999/1998	2000/1999
Propriétaires accédants	-3,4	3,1
Propriétaires non accédants	-2,2	5,7
Ensemble des propriétaires	-2,9	4,5

Source : *Compte du Logement*.

Tableau 4 : Dépenses d'énergie selon les filières

	En milliards d'euros		
	1999	2000	2000/1999 en %
Propriétaires occupants	22289	23627	6,0
<i>accédants</i>	9594	9884	3,0
<i>non-accédants</i>	12695	13743	8,3
Locataires	11602	12107	4,4
<i>dont bailleurs pers. physiques</i>	5604	5842	4,2
<i>dont bailleurs HLM</i>	4336	4562	5,2
Résidences principales	33891	35734	5,4
Résidences secondaires	1099	1144	4,1
Ensemble	34990	36878	5,4

Tableau 5 : Dépenses d'énergie par logement et par filière

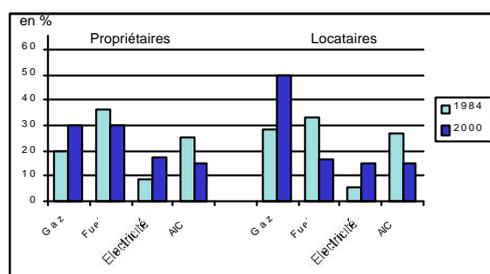
	En euros		
	1984	2000	2000/1984 en %
Propriétaires occupants	1430	1740	21,7
<i>accédants</i>	1630	1900	16,6
<i>non accédants</i>	1270	1630	28,3
Locataires	950	1080	13,7
<i>dont bailleurs pers. physiques</i>	880	990	12,5
<i>dont bailleurs d'HLM</i>	1040	1240	19,2
Résidences principales	1200	1440	20,0

Source : *Compte du Logement*.

LOGEMENT

Graphique 6 : La part du fioul dans les dépenses de chauffage diminue, surtout pour les locataires

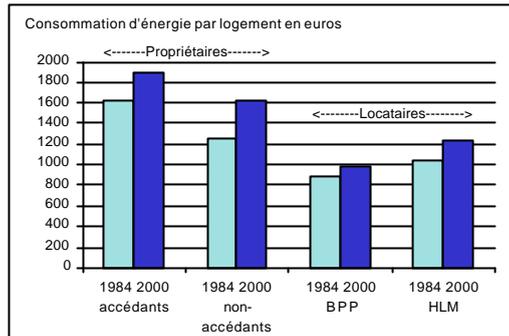
Part dans les dépenses de chauffage en valeur



Source : CEREN.

AIC : Appareils indépendants de chauffage.

Graphique 7 : Les propriétaires accédants consomment davantage d'énergie en moyenne



Source : Compte du Logement.

L'électricité hors chauffage prend une part croissante des dépenses d'énergie

Les dépenses d'énergie liées à l'utilisation des différents appareils électriques (éclairage, électroménager,...) augmentent régulièrement. Cette croissance reflète essentiellement celle du taux d'équipement des ménages. En 2000, ces usages spécifiques d'électricité représentent 26 % des dépenses d'énergie en valeur (hors bois et eau) des ménages métropolitains, alors qu'ils atteignaient à peine 20 % en 1984. Le poids du chauffage tend à diminuer : 59 % en 2000, contre plus de 67 % en 1984. Deux autres usages de l'énergie progressent : la cuisson et la production d'eau chaude.

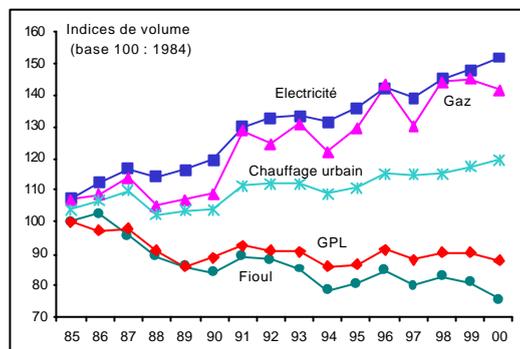
Tableau 6 : Dépenses d'énergie (hors bois et eau) des ménages métropolitains selon leur utilisation

Nature des dépenses	En %	
	1984	2000
Chauffage dont :	67,5	59,3
Gaz	13,7	14,2
Fioul	21,8	13,3
Electricité	9,5	17,2
Appareils indépendants	15,5	7,3
Autres	7,1	7,3
Usages spécifiques d'électricité*	19,6	25,6
Cuisson	4,7	5,6
Production d'eau chaude	8,2	9,6
Total	100,0	100,0

* : Éclairage, appareils électroménagers...

Source : CEREN.

Graphique 8 : Évolution des consommations en volume : plus d'électricité, moins de fioul



Source : CEREN.

L'électricité progresse également comme énergie de chauffage. Elle constituait 14 % des dépenses de consommation d'énergie de chauffage en 1984, contre près de 30 % en 2000. Dans le même temps, la part des dépenses de chauffage consacrée au fioul a diminué, passant de 32 % à 22 %. Le gaz a sensiblement renforcé son implantation comme source de chauffage. Son poids dans les dépenses de chauffage passe de 20 % en 1984 à 24 % en 2000. Il s'est en partie substitué au fioul après le premier choc pétrolier, mais il cède fréquemment la place à l'électricité dans le parc récent. Les autres types d'énergie de chauffage sont le GPL, le charbon et le bois (12 % globalement en 2000).

A la déformation des parts de marché s'ajoutent les différences d'évolution des prix. Le prix de l'électricité a très légèrement augmenté en monnaie courante (+ 3,8 % par rapport à 1984). Celui du fioul, qui avait baissé de près de 25 % entre 1984 et 1999, a augmenté de 43 % de 1999 à 2000. De même, le prix du gaz a diminué de 18 % depuis 1984, ce qui a vraisemblablement favorisé une utilisation plus large de cette forme d'énergie.

LOGEMENT

Forte contribution de l'énergie à l'évolution des dépenses courantes en 2000

En 2000, la progression de la facture énergétique des ménages contribue pour près de 30 % à celle de leurs dépenses courantes (loyers, énergie, charges) pour le logement qu'ils occupent. Même si ce poste énergie ne représente qu'autour de 20 % de ces dépenses, ses fluctuations sont suffisamment importantes pour affecter l'évolution d'ensemble.

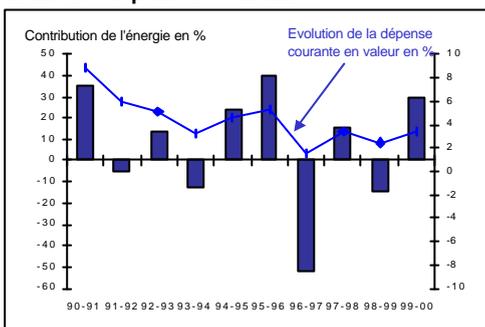
Tableau 7 : Part de l'énergie dans les dépenses courantes

En milliards d'euros

	1984	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Énergie	25,2	30,8	30,5	31,5	30,9	32,6	36,1	34,7	35,6	35,0	36,9
Ensemble des dépenses courantes	86,2	137,9	146,2	153,8	158,8	166,2	174,9	177,6	183,6	188,1	194,6
Part de l'énergie dans la dépense courante (en %)	29,2	22,4	20,8	20,5	19,4	19,6	20,6	19,5	19,4	18,6	19,0
Contribution de l'énergie à l'évolution de la dépense courante (en %)	n.d.	35,0	-4,7	13,3	-12,0	24,2	39,9	-52,2	15,6	-13,9	29,2

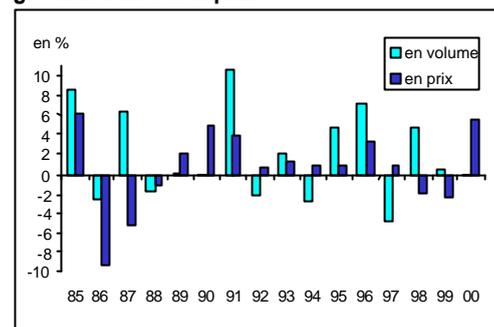
Source : Compte du Logement.

Graphique 9 : Contribution de l'énergie aux variations des dépenses courantes



Source : Compte du Logement.

Graphique 10 : Évolutions des dépenses d'énergie en volume et en prix



Source : Compte du Logement.

Dépenses courantes

Les dépenses en biens et services concernant les logements se partagent entre des dépenses courantes et des dépenses d'investissement.

Les **dépenses courantes** sont celles que les ménages consacrent à l'usage de leur logement. Elles couvrent, en premier lieu, **les loyers** des locataires, mais on y intègre également la valeur de l'usage des logements des propriétaires occupants. On considère, en effet, que l'économie d'un loyer représente pour un propriétaire un avantage en nature. Le « loyer imputé » d'un propriétaire est évalué sur la base du loyer quittancé d'un logement locatif similaire au sien. L'usage de leur logement s'accompagne, pour les occupants, d'un certain nombre de dépenses connexes, telles que les **dépenses d'énergie**, les **charges** locatives, les travaux d'entretien courant, les impôts et les taxes, qui sont également comptabilisées dans leurs dépenses courantes.

L'évolution des dépenses d'énergie résulte de mouvements parfois contradictoires, parfois cumulatifs, des prix et des conditions climatiques qui tracent au total, sur longue période, un profil relativement heurté. Cependant, l'évolution de ces dépenses de 1984 à 2000 reste modérée. Elles n'ont augmenté que de 46,4 % (soit une progression moyenne de 2,4 % par an) alors que l'ensemble des dépenses courantes a été multiplié par 2,3 (5,2 % par an).

Le compte satellite du logement

Le compte satellite décrit l'ensemble des flux financiers relatifs au logement. Il évalue les dépenses courantes liées à l'occupation d'un logement (loyers, dépenses d'énergie, charges). Il chiffre également les dépenses d'investissement qui concourent à la production du service de logement et les aides publiques qui financent une part des dépenses des propriétaires et des occupants. Il offre par ailleurs une description du parc de logements et des transformations qui l'affectent.

Les résultats détaillés du compte satellite du logement font l'objet d'un rapport élaboré par la direction des affaires économiques et internationales et la direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction du ministère de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer⁽¹⁾. Des éléments de ce rapport, présentés à la commission des comptes du logement le 28 juin 2002, sont disponibles sur internet

http://www.equipement.gouv.fr/statistiques/analyses/etudes/etudes_.htm

¹ Le compte satellite du logement est établi par Ingrid Lefebvre, Pascale Ricau et Raphaëlle Rivalin de la DAEI, Florent Boudjemaa et Laure Pitrou de la DGUHC. Les rapporteurs sont Dominique Bonnans (DAEI) et Patrick Poncet (DGUHC).